

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 2014 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De volgende personen worden binnen de raad van bestuur van de Autonome Haven van Namen als gewone bestuurders aangewezen voor de duur van gewestelijke legislatuur 2014-2019 :

- Bernard Anselme;
- Alain Genette;
- Sandrine Lacroix;
- Marc Deheneffe;
- Jean-Marc Van Espen;
- Fabienne Balfroid;
- Dimitri Lhoste;
- Pascal Depauw.

De volgende personen worden binnen de raad van bestuur van de Autonome Haven van Namen als plaatsvervangende bestuurders aangewezen voor de duur van gewestelijke legislatuur 2014-2019:

- Robert Joly;
- Jacques Moisse;
- Dominique Hicguet;
- Francis Collot;
- Véronique Hance;
- Nicolas Van Ydegem;
- Dimitri Delecaut;
- Joaquim Hernandez-Dispoux.

**Art. 2.** Bernard Anselme wordt aangewezen als voorzitter van de Autonome Haven van Namen.

**Art. 3.** Dit besluit wordt aan de betrokkenen meegedeeld en treedt in werking op 1 oktober 2015.

**Art. 4.** De Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 september 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
M. PREVOT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204415]

**24 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S."**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.";

Vu le décret du 16 juillet 2015 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que les structures concernées par le présent arrêté relève d'un mandat SIEG;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des dispositions en vue de garantir le maintien des emplois et des structures concernées;

Considérant qu'il est essentiel pour de nombreuses personnes en situation précaires ou âgées résidants en Wallonie de pouvoir continuer à avoir accès aux services proposés;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 septembre 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 9° les mots "concernant les biens immobiliers et mobiliers du bénéficiaire" sont insérés entre les mots "de minime importance," et les mots "ne devant pas mobiliser de qualification";

2° le 10° est complété par la disposition suivante :

« 7° le nettoyage de tombes;

8° le déneigement et le désherbage des trottoirs; »;

3° le 13° est complété par la disposition suivante :

« Lorsqu'il s'agit de biens non alimentaires et de seconde main, les activités de réparation, de recyclage ou de réutilisation sont également éligibles. »;

4° un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Ministre est habilité à définir une liste indicative des travaux visés au point 9°, et à préciser les tâches interdites dans ce cadre. », est ajouté.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté précité sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°", sont remplacés par les mots "si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2° à 7°";

2° à l'alinéa 3, les mots "si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°", sont remplacés par les mots "si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2° à 7°".

**Art. 3.** A l'article 3 de l'arrêté précité sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, la phrase "Le tarif des prestations est fixé à 12,10 euros par heure." est remplacée par la phrase "Le tarif des prestations par heure est fixé entre 12,10 euros minimum et 18,15 euros maximum.";

2° au paragraphe 3, les mots "10,89 euros" sont remplacés par les mots "12,10 euros";

3° au paragraphe 4, la phrase "Le tarif des prestations est fixé à 12,10 euros par heure."

est remplacée par la phrase "Le tarif des prestations par heure est fixé entre 12,10 euros minimum et 18,15 euros maximum.";

4° le paragraphe 9 est remplacé par la disposition suivante :

« § 9. Les bénéficiaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, ne peuvent solliciter les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1<sup>er</sup>, 14°, que pour leurs propres locaux. Ces prestations sont limitées à 250 heures par an et par personne morale. Le coût des prestations par heure est fixé entre 8,47 euros minimum et 18,15 euros maximum »;

5° un paragraphe 9bis rédigé comme suit :

« § 9bis. Les bénéficiaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, peuvent solliciter les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1<sup>er</sup>, 9° et 10°, dans les limites et les tarifs fixés par les paragraphes 3 et 5, pour leurs propres locaux ainsi que pour les immeubles dont ils assurent la gestion en tant qu'agence immobilière sociale ou association de promotion du logement en raison de leur agrément obtenu en application des articles 191 et suivants du Code wallon du Logement et de l'Habitat. », est inséré entre le paragraphe 9 et le paragraphe 10;

6° le paragraphe 11 est remplacé par la disposition suivante :

« § 11. Les tarifs des prestations visées aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 sont indexés en janvier de chaque année, en multipliant la valeur de celles-ci l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des cinquième et sixième mois de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des cinquième et sixième mois de l'année antérieure à l'année précédente. Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure au taux de croissance des crédits budgétaires de l'année en cours afférents au dispositif I.D.E.S.S. »

**Art. 4.** Dans l'article 4, § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté précité, est complété comme suit :

« 11° le cas échéant, de l'engagement de l'organisme demandeur de développer dans le cadre des activités visées par l'article 2, 1°, du décret des partenariats avec les indépendants actifs dans des activités similaires en vue de leur transférer les travaux dépassant le cadre du présent arrêté. »

**Art. 5.** A l'article 11 de l'arrêté précité sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour autant qu'elle occupe au moins deux travailleurs en équivalent temps plein, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une subvention annuelle de 1.000 euros par travailleur, calculé en équivalent temps plein, qui répond aux conditions définies à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a, b, c, du décret à l'I.D.E.S.S. agréée en vue de couvrir partiellement les frais de fonctionnement de celle-ci. »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "La subvention sera portée à 12.500 euros, à condition que :" sont remplacés par les mots "Une subvention de 11.000 euros peut être accordée, à condition que :";

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots "8.000 euros" sont remplacés par "13.000 euros".

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Néanmoins, l'article 5 du présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204415]

**24 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S."**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.";

Gelet op het decreet van 16 juli 2015 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015, op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de structuren, vallend onder dit besluit, onder een mandaat van dienst van algemeen economisch belang vallen;

Overwegende dat maatregelen getroffen dienen te worden om de instandhouding van de werkgelegenheid en de betrokken structuren te garanderen;

Overwegende dat het voor talrijke in Wallonië verblijvende personen die in een bestaansonzekere situatie verkeren of bejaard zijn, essentieel is dat ze verder toegang kunnen behouden tot de aangeboden diensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 september 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 september 2015;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 9° worden de woorden "betreffende de onroerende en roerende goederen van de begunstigde" ingevoegd tussen de woorden "herstel-, vervangings- en inrichtingswerken" en de woorden "waarvoor geen kwalificatie nodig is";

2° het nummer 10° wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 7° het schoonmaken van de grafzerken;

8° het sneeuwruimen en het wieden van onkruid op de voetpaden; »;

3° nummer 13° wordt aangevuld met volgende bepaling : "Wanneer het geen voedingswaren of wanneer het tweedehandsgoederen betreft, komen de herstel-, recyclage- of hergebruikactiviteiten eveneens in aanmerking.";

4° er wordt een lid 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« De Minister is gemachtigd om een indicatieve lijst van werken bedoeld in punt 9° en de taken die in dat verband verboden worden, vast te leggen. »

**Art. 2.** Artikel 2 van voornoemd besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 2 worden de woorden "als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°" vervangen door de woorden "als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 2° tot 7°";

2° in lid 3 worden de woorden "als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°" vervangen door de woorden "als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 2° tot 7°".

**Art. 3.** Artikel 3 van voornoemd besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2 wordt de zin "Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op 12,10 euro per uur." vervangen door de zin "Het tarief van de prestaties per uur wordt vastgelegd tussen minimum 12,10 en maximum 18,15 euro.";

2° in § 3 worden de woorden "10,89 euro" vervangen door de woorden "12,10 euro";

3° in paragraaf 4 wordt de zin "Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op 12,10 euro per uur." vervangen door de zin "Het tarief van de prestaties per uur wordt vastgelegd tussen minimum 12,10 en maximum 18,15 euro.";

4° paragraaf 9 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 9. De begunstigden bedoeld in § 1, 2°, kunnen slechts voor hun eigen lokalen een beroep doen op de buurtdiensten met een maatschappelijk doel i.v.m. het domein bedoeld in artikel 1, 14°. Deze prestaties worden beperkt tot 250 uren per jaar en per rechtspersoon. Het tarief van de prestaties per uur wordt vastgelegd tussen minimum 8,47 euro en maximum 18,15 euro »;

5° een § 9bis wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 9bis. De begunstigden bedoeld in 1, 2°, kunnen een beroep doen op de buurtdiensten met een maatschappelijk doel i.v.m. het domein bedoeld in artikel 1, 9° en 10°, binnen de perken en de tarieven vastgesteld bij de paragrafen 3 en 5 voor hun eigen lokalen en voor de onroerende goederen die ze in beheer hebben als sociaal vastgoedagentschap of vereniging ter bevordering van de huisvesting wegens hun erkenning verkregen overeenkomstig de artikelen 191 en volgende van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Wonen. » wordt ingevoegd tussen paragraaf 9 en paragraaf 10;

6° paragraaf 11 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 11. De tarieven van de prestaties bedoeld in de §§ 2 tot 5 en 7 tot 9 worden jaarlijks in januari geïndexeerd door de waarde ervan het vorige jaar te vermenigvuldigen met het gemiddelde van het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de vijfde en de zesde maand van het vorige jaar, verdeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de vijfde en zesde maand van het vorige jaar. Deze indexering mag evenwel niet hoger zijn dan het groeicijfer van de begrotingskredieten van het lopende jaar met betrekking tot de I.D.E.S.S.-regeling. »

**Art. 4.** In artikel 4, § 2, wordt het eerste lid van voornoemd besluit aangevuld als volgt :

« 11° in voorkomend geval, de verbintenis van de instelling die vragende partij is om in het kader van de activiteiten bedoeld bij artikel 2, 1°, van het decreet samenwerkingsverbanden te ontwikkelen met de zelfstandigen die actief zijn in gelijkaardige activiteiten met het oog op de overdracht naar hen van de werken die het kader van dit besluit overschrijden. »

**Art. 5.** Artikel 11 van voornoemd besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1, lid 1, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor zover ze minstens twee voltijds equivalente werknemers in dienst neemt, kan de Minister of de afgevaardigde ambtenaar I.D.E.S.S. een jaarlijkse subsidie van 1.000 euro per werknemer toekennen, berekend in voltijds equivalenten, die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 1, 3°, a, b, c van het decreet om gedeeltelijk de werkingskosten ervan te dekken. »;

2° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden "De toelage wordt op 12.500 euro verhoogd op voorwaarde dat : " vervangen door de woorden "Een subsidie van 11.000 euro kan worden toegekend op voorwaarde dat : ";

1° in § 1, lid 3, worden de woorden "8.000 euro" vervangen door de woorden "13.000 euro".

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Artikel 5 van dit besluit heeft evenwel uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT